

Épinglé

USA: Fitch maintient

AAA. L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé mardi la note maximale "AAA" attribuée à la dette des Etats-Unis, prenant le contre-pied de sa concurrente Standard & Poor's qui l'avait abaissée d'un cran il y a dix jours, provoquant un séisme sur les marchés financiers. Cette note bénéficie d'une perspective "stable", ce qui implique que Fitch n'envisage pas a priori de la modifier à moyen terme. Fitch explique sa décision par le fait que "les piliers fondamentaux de l'exceptionnelle solvabilité des Etats-Unis demeurent intacts: son rôle pivot dans les systèmes financiers mondiaux et une économie flexible, diversifiée et riche".

Épinglé

Barack Obama promet

► **Relance.** Barack Obama a annoncé qu'il présenterait à la rentrée un plan pour soutenir l'économie et l'emploi aux Etats-Unis. Quand le Congrès reprendra ses travaux en septembre, "je présenterai un plan très détaillé pour relancer l'économie, créer des emplois et contrôler notre déficit", a déclaré le président américain. Pour soutenir l'emploi, Barack Obama propose de prolonger les réductions d'impôts prélevés sur les salaires, de conclure des accords de libre-échange et de promouvoir des grands travaux. (AFP)

Le chiffre

3,945

OBLIGATIONS À DIX ANS

Le rendement des obligations belges à 10 ans est tombé en cours de séance sous les 4 % mardi, niveau le plus bas depuis la mi-mars. Les taux des obligations sur 10 ans ont baissé dans presque toute l'Europe, à l'exception de l'Irlande, après que la BCE a annoncé l'achat la semaine dernière de 22 milliards d'euros d'obligations, un montant record. Le rendement grec à 10 ans a baissé de 10 points de base pour repasser sous les 15%.

lalibre.be

VOS RÉACTIONS

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy se sont-ils montrés convainçants, selon vous ? Livrez vos commentaires sur le site du journal.

"Créer un gouvernement de la zone euro"

► **Telle est une des volontés exprimées hier par Nicolas Sarkozy et Angela Merkel à l'issue de leur rencontre.**

► **Les analystes regrettent l'absence de vraies solutions.**

La France et l'Allemagne vont proposer à leurs partenaires européens de créer un "gouvernement de la zone euro" et d'instaurer une taxe sur les transactions financières, ont annoncé mardi le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel.

Les deux dirigeants ont proposé ce nouveau gouvernement économique, qui sera nommé pour deux ans et demi et se réunira deux fois par an, soit dirigé par l'actuel président de l'Union européenne Herman Van Rompuy, a expliqué M. Sarkozy au cours d'une conférence de presse commune avec M^{me} Merkel, à l'issue d'un sommet bilatéral à Paris, très attendu par les marchés.

"Les ministres des Finances allemand et français déposeront sur la table des instances européennes une proposition commune, dès le mois de septembre prochain, de taxe sur les transactions financières", a déclaré M. Sarkozy.

Les deux dirigeants vont par ailleurs proposer que les 17 pays membres de la zone euro adoptent avant l'été 2012 la "règle d'or" sur l'équilibre budgétaire, déjà en vigueur en Allemagne et en cours d'adoption en France.

Ils se sont en revanche déclarés opposés à la création d'euro-obligations qui remplaceraient les bons du Trésor émis par chaque Etat, une mesure préconisée par plusieurs autres pays et par la Commission européenne pour apaiser les marchés de la dette. M^{me} Merkel "ne croit pas que les euro-obligations nous aideraient aujourd'hui", a-t-elle déclaré. M. Sarkozy a pour sa part jugé que ces euro-obligations mettraient "gravement en danger" les pays les mieux notés et ne pouvaient être que l'"aboutissement d'un processus d'intégration". "Je suis confiant sur les perspectives économiques de la zone euro et du monde", a affirmé M. Sarkozy, qui a réaffirmé "la volonté absolue de la

France de respecter ses engagements" en matière de réduction des déficits publics. "Je ne suis pas du tout pessimiste sur les perspectives de la croissance", a pour sa part déclaré M^{me} Merkel.

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont par ailleurs écarté toute idée d'augmentation de la dotation du Fonds européen de stabilité financière (FESF), la jugeant "suffisante". Créé en 2010 pour venir en aide à l'Irlande puis au Portugal, ce fonds de secours est doté de 750 milliards d'euros, avec une capacité effective de prêts de 440 milliards d'euros.

Le monde politique français a rapidement réagi. Martine Aubry (PS) a déploré l'absence de décision sur le fonds européen et les eurobonds. Jean-Louis Borloo (Parti radical) a, lui, salué la proposition sur la taxe. "C'est le premier étage de la fusée anti-crise et anti-spéculation, mais il faut dès maintenant mettre en place des mesures complémentaires: interdiction des ventes à découvert, régulation des hedge funds, réflexion sur la séparation des activités de dépôt et d'investissement", a-t-il dit.

Les analystes étaient, eux, en général assez sévères. "Les investisseurs attendaient une solution de grande ampleur à

la crise de la dette de la zone euro. Au vu de ce qui a été dit, je ne pense pas qu'on soit arrivé à grand-chose. Les investisseurs veulent une certaine harmonisation de l'émission de dette souveraine et rien n'est dit à ce sujet", soulignait Andrew Wilkinson, analyste chez Interactive Brokers.

"Nous n'avons rien vu qui traite des problèmes de la France et rien non plus sur le fait que le Fonds européen de stabilité financière n'a pas encore assez de ressources pour racheter de la dette et sur la manière dont la zone euro peut relancer la croissance", commentait de son côté Marc Chnadler de Brown Brothers Harriman.

Avis plus positif d'Eward Meir (MF Global): "Le point principal à retenir est que les dirigeants de la zone euro veillent et qu'ils prennent les choses au sérieux. Cela donnera un peu d'air aux marchés et devrait être légèrement positif sur le court terme".

Sur le marché des changes, l'euro se redressait nettement face au dollar, après les premières déclarations. Il est monté jusqu'à 1,4472 dollar, avant de reculer légèrement dans les minutes suivantes et de se stabiliser autour de 1,4435 dollar, (AFP, Reuters)



Le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel ont écarté, mardi, toute idée d'augmentation de la dotation du Fonds européen de stabilité financière (FESF), la jugeant "suffisante".

Les banquiers belges dociles devant Didier Reynders

► **Ils ont confirmé leur participation au plan grec. Mais y a-t-il du donnant-donnant ?**

Tous les CEO des grandes banques belges et des compagnies d'assurances étaient présents hier (à quelques rares exceptions dont le patron d'ING Belgique) à la réunion avec le ministre des Finances Didier Reynders et le gouverneur de la Banque nationale, Luc Coene, pour décider de la mise en application de la participation du secteur privé au plan d'aide à la Grèce décidé le 21 juillet. Ils ont profité de cette occasion pour confirmer leur participation. "On veut arriver assez vite à des décisions concrètes", nous a expliqué Michel Vermaerke, l'administrateur délégué de Febelfin.

Les expositions totales du secteur financier belge au risque souverain grec s'élève à environ 4,5 milliards d'euros. Avec une exposition proche de 2 milliards d'euros, Dexia est la principale banque concernée par l'opération, devant KBC (environ 700 millions), BNP Paribas Fortis (300 millions), Ethias Banque (75 millions) et ING (50 millions). Du côté des assurances, Ageas est exposée à hau-

teur de 800 millions, devant Ethias (350 millions), Vivium (100 millions) et ING Life (90 millions).

Les institutions négocieront directement avec les autorités grecques les termes de leur participation, en ligne avec les options définies au niveau international (échange d'obligations ou "roll over"). Il s'agit d'allonger la maturité des prêts, afin de donner à Athènes plus de temps pour honorer ses créances, mais aussi d'abaisser les taux d'intérêt.

D'après Christophe Nijdam, analyste secteur bancaire à la société AlphaValue à Paris, ce plan a comme avantage d'apporter de "la flexibilité aux banques". Il permet à chacune d'entre elles de choisir l'option, parmi les quatre qui existent, qui lui convient le mieux. En revanche, il a comme inconvénient d'ouvrir la boîte de Pandore et d'ainsi "tracer la voie pour d'autres pays comme le Portugal ou l'Irlande".

Autre point à ne pas exclure: en acceptant de faire un geste, les banques sont logiquement en position de force dans

le cadre des négociations sur les nouvelles normes solvabilité et de liquidité (dites "Bâle III") à mettre en place. Elles pourraient donc mettre la pression pour adopter des mesures moins sévères. Or, selon Christophe Nijdam, au vu de ce qui se passe sur les marchés, il y a "un besoin urgent de ratios de liquidité". Il faut en effet savoir que si les banques françaises comme BNP Paribas ou Société générale ont été les cibles des investisseurs la semaine dernière, c'est en grande partie à cause de leurs besoins de financement en dollar. Les actifs des sicav monétaires US sont constitués à hauteur de 50 % par du papier court terme émis par les banques européennes, dont 15 % par les banques françaises. À cause de la tempête boursière, les banques françaises suscitent la méfiance des gestionnaires des sicav.

Les assureurs, eux, sont moins confrontés à ce problème de liquidité dans la mesure où ils peuvent trouver des ressources dans les primes versées. **AvC**

La croissance en panne un peu partout en zone euro

► **Le ralentissement est surtout marqué en Allemagne. Il surprend et complique la donne.**

L'information n'est pas de nature à rassurer les marchés financiers qui s'en seraient bien passés: la zone euro a vu sa croissance nettement ralentir au deuxième trimestre. Ceci va compliquer la donne pour résoudre la crise de la dette. La preuve: l'indicateur a pesé fortement sur la tendance mardi. Selon une première estimation publiée mardi par l'office européen des statistiques Eurostat, le produit intérieur brut de la zone euro n'a augmenté que de 0,2 % d'avril à juin. Un ralentissement légèrement plus fort qu'attendu. Les économistes interrogés par "Dow Jones Newswires" espéraient en moyenne une progression du Produit intérieur brut de 0,3 % au deuxième trimestre. Ce coup d'arrêt était toutefois anticipé, les économistes ne voyant pas la zone euro poursuivre sa croissance au même rythme qu'en début d'année (+0,8 %), en raison de la crise de la dette qui pénalise les plus fragiles.

C'est toutefois l'ampleur du ralentissement en Allemagne, traditionnelle locomotive de la zone, qui a le plus surpris. La croissance allemande a crû seulement de 0,1 % au deuxième trimestre, contre 0,4 % attendu. "C'est une déception sérieuse", a commenté un expert. "Les Allemands non plus ne peuvent pas échapper au ralentissement mondial." Selon les observateurs, ce coup de mou printanier pourrait servir ceux, encore majoritaires en Allemagne, qui refusent de lancer des obligations européennes synonymes de taux d'intérêt plus doux pour les pays en crise, mais plus salés pour Berlin. Pire, en France, la croissance a été nulle, ce qui devrait en-

traîner une révision à la baisse des prévisions officielles françaises, selon le quotidien "Les Echos". Autre pays noté triple A par les agences de notation à souffrir: les Pays-Bas ont vu leur PIB avancer de seulement 0,1 % au deuxième trimestre. "Ces chiffres confirment que le noyau dur économique européen n'est pas en mesure de soutenir les pays fragiles de l'Union monétaire, ce qui renforce le risque déjà existant d'éclatement de la zone euro", souligne un analyste.

Même l'Italie et l'Espagne, actuellement dans le viseur des marchés, ont fait mieux: la troisième et la quatrième économies de la zone euro ont vu leur croissance progresser de 0,3 % et de 0,2 % sur la période. Des chiffres toutefois insuffisants pour faire face à la crise de la dette et aux mesures d'austérité exigées par les marchés financiers. La croissance a été nulle au Portugal. Elle a en revanche été meilleure en Finlande (+1,2 %), en Autriche (+1 %), en Slovaquie (+0,9 %) et, last but not least, en Belgique (+0,7 %).

Face à cette série de déceptions et la pression constante des marchés, la marge de manœuvre est étroite pour les dirigeants de la zone euro. Pour rappel, lundi, la directrice générale du Fonds monétaire international, Christine Lagarde, avait appelé les Etats du monde entier, et en premier lieu les économies avancées à "ne pas tuer la croissance" en luttant contre la dette. Quoi qu'il advienne, ces chiffres ne sont pas de bon augure pour le troisième trimestre, même si le spectre de la récession ne menace pas encore... **P.Lo** (Avec AFP, Reuters)

Épinglé

Les taux des bons d'Etat en légère baisse

La tempête ayant soufflé sur les marchés financiers au cours des derniers jours avec, parfois, de fortes remontées des taux demandés aux Etats pour financer leur déficit, n'a finalement pas eu de conséquences notables pour la dette belge: les taux des prochains bons d'Etat sont en effet en légère baisse par rapport à l'émission de juin. Le taux du bon à 3 ans sera ainsi de 2,35 %, contre 2,50 % voilà trois mois. Léger effritement, aussi, pour le bon à 5 ans, dont le rendement est de 3 %, contre 3,25 % en juin. Même mouvement à la baisse pour le rendement du bon à 8 ans: 3,50 % pour la nouvelle émission, contre 3,75 % en juin. Il s'agit à chaque fois d'un taux brut, dont il faut retirer le précompte (actuellement 15 %). Le rendement définitif pourrait encore légèrement évoluer en fonction du prix d'émission, qui sera déterminé la semaine prochaine. Quoi qu'il en soit, c'est plutôt une bonne nouvelle pour les finances de l'Etat, puisqu'il peut se financer à meilleur compte. **P.D-D**